

Unité départementale du Bas-Rhin  
Equipe Sud  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 26/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **QUARTZ DE HAGUENAU**

2 rue du Moulin  
67500 BATZENDORF

Code AIOT : 0006700008

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2024 dans l'établissement QUARTZ DE HAGUENAU implanté HARDT RECHTS - 67500 BATZENDORF. L'inspection a été annoncée le 09/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à un signalement par une riveraine et par la communauté d'agglomérations de Haguenau, l'OFB a constaté le 08/09/2023 une pollution du ruisseau du Château-Walk. Le ruisseau dont un affluent (fossé Scheidgraben) se situe en amont des points de pollution constatés et longe le site de l'ICPE Quartz de Haguenau à Batzendorf au sud de son périmètre.

Identifiant l'ICPE Quartz de Haguenau comme source potentielle de la pollution, l'inspecteur de l'environnement de l'OFB nous a informés et a sollicité l'inspection des installations classées pour une inspection conjointe de cette installation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- QUARTZ DE HAGUENAU
- HARDT RECHTS - 67500 BATZENDORF
- Code AIOT : 0006700008
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société QUARTZ DE HAGUENAU exploite depuis 1996 une carrière de matériaux alluvionnaires, située sur le territoire de la commune de BATZENDORF dans le département du Bas-Rhin. L'ensemble de ses activités est actuellement couvert par l'arrêté préfectoral du 19/12/2013 autorisant :

- L'exploitation de la carrière (production annuelle moyenne de 165 000 t/an) ;
- Les installations de traitement d'une puissance totale installée de 1 800 kW.

Cette autorisation préfectorale est accordée pour une durée de 18 ans.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Conformité du plan d'exploitation
- Rejets des eaux de ruissellement et de procédés
- Bassins de décantation
- Rapports d'accidents

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 14.5	Sans suites	/

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Eaux superficielles - Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 6.12	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Documents d'exploitation - Rapports d'accident	Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 1.10	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence le non-respect des prescriptions de l'arrêté du 19/12/2013 autorisant l'exploitation de la carrière :

- absence de dispositifs interdisant le rejet des eaux de traitement et des eaux de ruissellement hors du périmètre du site (AP du 19/12/2013, Art. 6.12) ;
- absence d'information de l'inspection d'accidents d'exploitation, absence de réalisation et de transmission à l'inspection de rapport d'accident d'exploitation (AP du 19/12/2013, Art. 1.10).

En application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, il est proposé de mettre l'exploitant en demeure de se mettre en conformité sur ces points dans un délai de 3 mois.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Plan d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 14.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit un plan à une échelle au moins aussi précise que le 1/1000ème, orienté. L'échelle peut être adaptée à la superficie de la carrière et est mentionnée sur le plan. Le plan comprend un maillage selon le système Lambert et doit indiquer : <ul style="list-style-type: none"><li>- les limites du périmètre de la carrière et de ses abords, dans un rayon de 50 m ;</li><li>- les limites de sécurité réglementaires et les périmètres de protection ;</li><li>[...]</li><li>- les bords du plan d'eau ;</li><li>[...]</li><li>- l'emplacement des bassins de décantation, des bassins de collecte, des bassins tampons, des lagunes, des plans d'eau, des points de rejet des eaux ;</li><li>[...]</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente à l'inspection un plan daté du 23/02/2023.  L'inspection relève l'absence de mention des dates des levées topographiques et bathymétriques sur le plan d'exploitation.  L'exploitant s'engage à faire indiquer les dates des levées sur la prochaine mise à jour du plan d'exploitation.  L'exploitant indique que les prochains relevés et la mise à jour du plan d'exploitation seront réalisés en février 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans Suites

**N° 2 : Eaux superficielles - Eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 6.12
<b>Thème(s) :</b> Autre, Eaux pluviales - eaux de ruissellement
<b>Prescription contrôlée :</b> Art. 6.12 - Eaux pluviales - Eaux de ruissellement "[...] Les rejets à l'extérieur du site sont interdits."
<b>Constats :</b>  L'inspection constate l'absence de dispositif interdisant les rejets des eaux de surface, pluviales et de traitement au sud du périmètre de l'exploitation, sur une longueur d'environ 200 m, au long de la zone de traitement et de stockage et au long des bassins de décantation.  L'exploitant indique avoir supprimé en août 2023 le merlon (présent sur le plan d'exploitation daté du 23/02/2023) pour agrandir et déplacer les bassins de décantation.  L'exploitant ne justifie pas la suppression du merlon au niveau des zones de stockage et de traitement.  L'exploitant s'engage à remettre en place un dispositif interdisant les rejets des eaux de surface sur l'ensemble de la longueur concernée par la suppression du merlon, sous 15 jours à compter du jour de la visite.  L'exploitant s'engage de plus à déplacer les bassins de décantation et à les installer à plus de 10 m de la limite d'autorisation d'exploitation, sous 15 jours à compter du jour de la visite.  Ceci constitue une non-conformité aux dispositions de l'article 6.12 de l'arrêté préfectoral du 19/12/2013.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3: Documents d'exploitation - Rapports d'accident**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 1.10
<b>Thème(s) :</b> Autre, Documents d'exploitation - Rapport d'accident
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou les incidents survenus du fait du fonctionnement des installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ou qui intéressent la sécurité et la salubrité publiques, la sécurité du personnel, l'intégrité des biens des tiers. Il précise notamment, dans un rapport transmis sous quinze jours à l'inspection des installations classées : <ul style="list-style-type: none"><li>- les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident ;</li><li>- les effets sur les personnes et sur l'environnement ;</li><li>- les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.</li></ul> [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant déclare deux accidents d'exploitation survenus à l'automne 2023. Le premier évènement relaté est une brèche dans le talus du second bassin de décantation avec déversement vers le sud et vers l'extérieur du périmètre d'autorisation. Le second est l'affaissement du terrain au sud de la zone de traitement et de stockage des matériaux, avec écoulement d'eaux vers l'extérieur du périmètre.  L'exploitant n'a pas informé l'inspection de ces incidents et n'a pas réalisé ni adressé à l'inspection de rapport les concernant.  Ceci constitue une non-conformité aux dispositions de l'article 1.10 de l'arrêté préfectoral du 19/12/2013.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

\* \* \*



Point de contrôle N°1 : PLAN

Echelle 1/1000 Date 23.02.2023 N° Dossier 20230206900  
 Système planimétrique : RGF93-CCRS  
 Système altimétrique : NGF - IGN89 rattaché par GPS  
 Précision absolue = +/- 5cm  
 Précision relative = +/- 2cm  
 COORDONNÉES  
 MODIFICATIONS  

DATE	N° DOSSIER	NATURE DE LA MODIFICATION



Point de contrôle N°2 : Absence de dispositif empêchant le ruissellement



Point de contrôle N°2 : Absence de dispositif empêchant le ruissellement (suite)



